

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V4	PAGE : 2/27
R.C. MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Marché soumis aux articles L1111-1, L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du Code de la Commande Publique.

OBJET : : Fourniture de consommables avec mise à disposition de générateurs chauffant à air pulsé, maintenance en contrat tous risques sur site par le technicien du titulaire incluse pendant toute la durée du marché (incluant la fourniture et le changement des kits de maintenance : filtres...)




REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Avis de publication adressé au BOAMP et sur le PROFIL ACHETEUR

Le 27/03/2020

DATE & HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES

LE 17/04/2020 - 16h00

	REDACTION	VISA	VERIFICATION	APPROBATION
FONCTION	Acheteur / Ingénieur Biomédical	Responsable Filière	Responsable Cellule des Marchés	Directeur Achat du GHT
NOM	Christophe Perry	Farhat M'MADI	Maryse PEDRENO	Gautier CAUMONT
VISA	 Centre Hospitalier d'Antibes 107 Av. de NICE 06606 ANTIBES Cedex			

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / MAPA	V3	PAGE : 1/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			



PROCEDURE ADAPTEE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 3/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

SOMMAIRE

1.	OBJET	5
2.	CADRE JURIDIQUE	6
3.	TYPE ET FORME DE LA CONSULTATION.....	6
4.	DUREE, DATE D'EFFET, ET MODALITES DE RECONDUCTION	6
5.	EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	7
6.	ALLOTISSEMENT	7
7.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
8.	DELAIS D'EXECUTION CONTRACTUELS	8
9.	CONDITIONS DE LIVRAISON	9
10.	CONTROLE DES LIVRAISONS ET ADMISSION	10
11.	PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON OU INDISPONIBILITE.....	10
12.	DELAIS DE GARANTIE – NORME	11
13.	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	11
14.	AVANCE	12
15.	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	13
16.	PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	13
17.	RETENUE DE GARANTIE	15
18.	NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE.....	15
19.	EXECUTION PAR DEFAULT	16
20.	RESILIATION	16
21.	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	16
22.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	17
23.	EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE.....	17
24.	REGLEMENT DES LITIGES.....	18
25.	COALITIONS – ENTENTES – POURSUITES.....	18
26.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19
27.	BESOINS TECHNIQUES	19
28.	CONFORMITE A LA LEGISLATION EN VIGUEUR.....	20
29.	DOCUMENTATIONS A FOURNIR.....	20
30.	LOGICIELS INFORMATIQUES	22
31.	EVOLUTIVITE.....	22
32.	PRESENTATION DES OFFRES	23
33.	LIVRAISON	23
34.	CONDITIONS DE LA RECEPTION.....	23

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 4/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

CONTEXTE

La loi de modernisation de notre système de santé, loi 2016-41 du 26 Janvier 2016 a créé un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire : les Groupements Hospitaliers de Territoire (G.H.T).

En application de l'article L 6132-3-3° du code de la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 Juin 2016.

Elle désigne le C.H.U de NICE comme Établissement Support du GHT 06.

Ce GHT est constitué des 13 établissements suivants :

1	CH d'ANTIBES	8	CH de PUGET THENIERS
2	CHI de BREIL SUR ROYA	9	CH ST LAZARE DE TENDE
3	CH de CANNES	10	CH ST MAUR de ST ETIENNE DE TINEE
4	CH D'ENTREVAUX	11	CH de SOSPEL
5	CH de GRASSE	12	CENTRE de LONG SEJOUR de VALLAURIS
6	CH de MENTON	13	CH de la VESUBIE
7	CHU de NICE		

La convention constitutive confie au C.H.U de NICE, Établissement Support, la coordination, au niveau du territoire, de la fonction achats, particulièrement de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat, du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et leurs avenants.

À ce titre, en phase de passation, le CHU de NICE est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, signer et notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le C.H.U de NICE assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle etc... en concertation avec les établissements du GHT 06.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque Établissement Partie au GHT.

Cette exécution de marché couvre le régime financier : recours éventuellement à la sous traitance, gestion et émission de bons de commande passés au titre des marchés, vérification du service fait, règlement, versement d'avances, liquidation et mandatement des factures ...

Dans cette consultation, le terme C.H.U de NICE désigne donc l'Établissement Support du GHT.

A – CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les fournitures ci-après : consommables avec mise à disposition de 16 générateurs chauffant à air pulsé, maintenance en contrat tous risques sur site par le technicien du titulaire incluse pendant toute la durée du marché (incluant la fourniture et le changement des kits de maintenance : filtres...)

Les spécifications techniques sont définies dans le chapitre B Clauses Techniques particulières.

Elles sont destinées à l'établissement suivant du GHT :

ETABLISSEMENTS	DATE D'ENTREE DANS LE MARCHE
<input checked="" type="checkbox"/> CH ANTIBES	A la date de notification
<input type="checkbox"/> CH de BREIL SUR ROYA	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH de CANNES	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH D'ENTREVAUX	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH de GRASSE	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH de MENTON	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CHU de NICE	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH de PUGET THENIERS	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH de la VESUBIE	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH ST MAUR de ST ETIENNE DE TINEE	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH de SOSPEL	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CH ST LAZARE de TENDE	Cliquez ici pour entrer une date.
<input type="checkbox"/> CENTRE de LONG SEJOUR de VALLAURIS	Cliquez ici pour entrer une date.

Clause de réexamen : En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la liste ci-dessus des établissements concernés par la présente consultation pourra être complétée en cours de marché si des Établissements du GHT 06 décident de s'y rattacher.

Cette adhésion se fera au fur et à mesure des besoins de ces établissements tout au long de la durée de validité du marché **dans la limite du seuil de procédure MAPA.**

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / MAPA	V3	PAGE : 6/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Le ou les titulaires de marché en seront informés par le CHU de NICE par mail via les échanges sécurisés de la plate-forme PLACE.

2. CADRE JURIDIQUE

Cette consultation est passée selon une procédure adaptée (MAPA) en application des articles L1111-1, L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du Code de la Commande Publique.

3. TYPE ET FORME DE LA CONSULTATION

La consultation aboutira à un Accord cadre mono attributaire exécuté au moyen de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code sus visé) émis par l'établissement du GHT 06 désigné dans la présente consultation.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité de l'accord cadre.

Cet Accord cadre est passé avec minimum et maximum par an. (Article R2162-4.1°) :

. Minimum : 7 000 € H.T

. Maximum : 28 000 € H.T

Cette fourchette sera identique pour chaque période de reconduction.

4. DUREE, DATE D'EFFET, ET MODALITES DE RECONDUCTION

A DATE DE NOTIFICATION

Le présent Accord Cadre est conclu pour une période initiale de 1 année(s) à compter de la notification de l'Accord Cadre au titulaire.

La date du RAR de réception de la notification est la date d'effet du marché.

Il peut être reconduit 3 fois par période successive de 1 an de manière tacite.

Cette reconduction tacite signifie que le silence gardé par le CHU de NICE en sa qualité d'Établissement Support du GHT 06 reconduit automatiquement le marché pour tous les Établissements du GHT concernés.

Dans ce cadre le titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R 2112-4 du décret 2018-1075 du code de la Commande Publique.

Par contre le CHU de NICE se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché et ceci sans indemnité pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée par lettre recommandée ou via les échanges sécurisés du Profil Acheteur du CHU 3 mois avant la fin de la période en cours.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 7/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

5. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique pendant la période d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du C.H.U de NICE de modifier ou de remplacer les fournitures objets du présent marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

Ces modifications ne feront pas l'objet d'avenant.

Dans ce cas, le titulaire devra fournir un certificat indiquant :

- D'une part que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne
- D'autre part que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le C.H.U de NICE se réserve le droit au nom du G.H.T 06 de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de 3 mois par dérogation à l'article 29 du CCAG-FS.

6. ALLOTISSEMENT

LOTS	
• LOT UNIQUE	Les prestations étant considérées comme homogènes, le marché n'est pas alloté (Article R 2113-3 du code de la Commande Publique).

7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'Accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS :

- L'acte d'engagement de l'opérateur économique, et son annexe financière
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'original conservé dans les archives du C.H.U. de NICE fait seul foi. Et son annexe : adresses de facturation pour les membres du GHT.
- L'offre technique du titulaire (notamment fiches techniques et 3 échantillons sollicités).
- Le questionnaire technique
- Les bons de commande.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services passés pour le compte des Collectivités Locales et de leurs Établissements Publics (Arrêté du 19/01/2009) non joint.
- Les actes spéciaux de sous traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Le tarif du fournisseur et/ou le catalogue.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales non joint (C.C.T.G).

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / MAPA	V3	PAGE : 8/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

8. DELAIS D'EXECUTION CONTRACTUELS

8.1. ETABLISSEMENT DE LA COMMANDE

Conformément aux articles R 2162-2 et R 2162-13 et -14 du code de la Commande Publique susmentionné, les commandes seront faites au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande émis par les services gestionnaires des Établissements du GHT.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG FCS la notification des bons de commande pourra être faite par courriel, logiciel WEB, ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Sur les bons de commande figureront les mentions ci-après :

- Le nom et adresse du titulaire.
- La référence au marché.
- La désignation des fournitures.
- Le numéro du bon de commande.
- La quantité commandée.
- Le prix d'engagement correspondant au prix marché.
- Le lieu, la date et/ou le délai de livraison.
- L'adresse de facturation.
- Le montant total HT de la commande.
- Le taux et le montant de la TVA.
- Le montant total TTC.

Le titulaire devra être en capacité d'approvisionner les établissements membres du GHT sans interruption tout au long du marché.

Chaque année, le titulaire devra présenter aux Référents achats du G.H.T 06 le reporting détaillé des dépenses par établissement et par article.

8.2. DELAIS DE LIVRAISON

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'adresse d'exécution figure sur le bon de commande. Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, la prestation doit être exécutée dans le délai figurant sur le bon de commande émis par l'établissement du GHT.

Ce délai ne doit pas dépasser le délai de livraison maxi sur lequel s'engage le titulaire dans le cadre de son offre.

Au-delà de ce délai, des pénalités de retard telles que définies à l'article 11 du présent CCP peuvent être appliquées.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 9/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

9. CONDITIONS DE LIVRAISON

Chaque livraison sera effectuée obligatoirement par le titulaire ou son mandataire sous sa responsabilité aux points de livraison, date et heure précisés sur le bon de commande dans chaque Établissement du GHT. À défaut, la marchandise pourra être refusée.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de chaque établissement du GHT et accepte toutes contraintes de nature à affecter toutes les opérations de livraison.

Toute marchandise acheminée en un autre lieu que celui précisé sur le bon de commande ou égarée du fait du non-respect du lieu de livraison ne fera pas l'objet d'un paiement. En outre, le fournisseur sera tenu d'effectuer ses livraisons avec des véhicules pouvant accéder jusqu'au lieu effectif du stockage des marchandises.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire qui effectue les livraisons franco de port, d'emballage et de manutention dès le premier Euro.

Les fournitures seront accompagnées obligatoirement d'un bulletin de livraison comportant les indications suivantes :

- Nom du fournisseur.
- Date de livraison.
- Référence du bon de commande.
- Caractéristiques essentielles de la fourniture.
- Quantité livrée.
- Conditionnement.
- Prix unitaires et totaux.
- Nom du transporteur.

Le double du bon de livraison, signé lisiblement par le réceptionnaire ou son représentant vaudra procès-verbal de réception de la livraison.

Il est rappelé que le fournisseur ne respectant pas le délai de livraison s'expose à des sanctions prévues au présent CCP (Article 11), ainsi qu'à celles du CCAG (Articles 32 et 36).

En cas d'urgence, les commandes pourront être passées téléphoniquement ; dans ce cas, la commande sera confirmée par un bon régulier ; pour enregistrer et exécuter la commande téléphonique, le fournisseur devra obligatoirement demander les noms et qualité du demandeur, le numéro du bon de commande de confirmation. Ces indications devront figurer sur le bon de livraison.

Les fournisseurs répondront de la qualité du matériel livré jusqu'à complète utilisation. Ils demeurent responsables des fraudes et avaries qui pourraient être commises par leur personnel et transporteur, ainsi que des défauts résultant de la fabrication et du stockage quel que soit le lieu de stockage.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-FCS les emballages restent la propriété de chaque établissement du GHT excepté les supports de livraison (palettes Europe) qui sont remises automatiquement en quantités identiques à celles reçues au transporteur qui effectue la livraison, le jour de la livraison. Aucune palette ne sera remise à une date ultérieure.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 10/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Lorsque le titulaire ne peut honorer une commande dans sa totalité, il doit en informer le représentant de l'établissement membre du GHT qui a passé la commande et dont les coordonnées figurent sur le bon de commande, qui prend toutes dispositions nécessaires à l'intérêt de l'établissement en différant la livraison ou en annulant la commande. L'établissement du GHT concerné se réserve le droit en raison de l'obligation de continuité du service public de faire un achat pour compte dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCP.

10. CONTROLE DES LIVRAISONS ET ADMISSION

10.1. VERIFICATIONS SIMPLES

Des vérifications quantitatives (conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée) et qualitatives simples sont effectuées lors de la livraison dans chaque établissement du GHT.

6.2. VERIFICATIONS APPROFONDIES

Les contrôles de livraison et de réception des fournitures se feront dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison.

La fourniture devra être strictement conforme :

- Aux spécifications précisées dans le C.C.T.P. du présent marché.
- Aux échantillons remis lors de la soumission.
- Aux spécifications des textes réglementaires en vigueur (normes AFNOR).

Ces vérifications seront pratiquées par un responsable de l'établissement du GHT.

Les décisions après vérifications seront prises en application de l'article 24 du CCAG. Au cas où les opérations de vérifications nécessiteraient une expertise, celle-ci sera à la charge du titulaire du marché. Il est précisé, en outre, que toute clause des conditions générales de vente du titulaire ne sera applicable que dans la mesure où elle ne fera pas obstacle aux clauses contenues dans le présent acte aussi bien que dans les autres documents contractuels énumérés à l'article 7 du présent CCP.

En cas de non-conformité qualitative, le représentant de l'administration peut prononcer :

- une réfaction selon l'étendue des imperfections, déterminée d'un commun accord, le défaut d'accord entraînant un rejet.
- un rejet total ou partiel avec remplacement immédiat après mise en demeure écrite auprès du titulaire ou son représentant.

11. PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON OU INDISPONIBILITE

Les pénalités pour retard sont celles prévues par l'article 14 du C.C.A.G.

Lorsque le délai d'exécution contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 11/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des fournitures en retard ou de l'ensemble des fournitures si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités peuvent être appliquées pendant une période de 3 mois. Au-delà de ce terme, le marché est résiliable de plein droit aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable.

12. DELAIS DE GARANTIE – NORME

12.1 NORME

Les fournitures doivent être conformes à la législation et à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux prescriptions techniques et normes européennes édictées en la matière (cf. article 28.2.1).

12.2 DELAIS DE GARANTIE

Le matériel mis à disposition est garanti pendant toute la durée du marché.

13. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Les prix doivent inclure toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres s'appliquant réglementairement aux fournitures et prestations associées. Ils s'entendent pour la fourniture rendue franco de port et d'emballage au lieu défini sur le bon de livraison.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions, suppressions de droits et taxes intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt de l'offre, le prix serait modifié en conséquence pour les livraisons auxquelles ces variations de droit et taxes auraient été effectivement appliquées.

L'acte d'engagement indiquera éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur, à ses cotraitants ou sous-traitants éventuels.

13.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaire. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les calculs de prix seront effectués avec 2 décimales en appliquant la méthodologie suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 la deuxième décimale est inchangée
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

L'unité monétaire est l'€uro.

13.2 PRIX DE REGLEMENT

13.2.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DU (OU DES) PRIX DU MARCHE

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / MAPA	V3	PAGE : 12/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Le(s) prix unitaire(s) figurant à l'acte d'engagement ou dans une annexe à celui-ci est réputé (sont réputés) établi(s) aux conditions économiques du mois de lancement de la présente consultation. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

13.2.2 VARIATION DES PRIX

MODALITES DE VARIATION DES PRIX

☛ Prix fermes

Conformément aux articles R2112-9 à R2112-12 du code de Commande Publique, les prix sont fermes pour la durée du marché période de reconductions comprises. Les établissements pourront néanmoins profiter des offres promotionnelles proposées si celles-ci leur sont favorables.

13.2.3 PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire s'engage, au cours de l'exécution du marché public à informer le C.H.U de NICE des offres promotionnelles qu'il est susceptible de lui proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courriel à la cellule des marchés du C.H.U de NICE qui accusera réception et repercutera sur les établissements du GHT :

- Les produits concernés par la promotion.
- La durée de l'offre promotionnelle.
- Les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliqueront aux commande notifiées pendant la période promotionnelle à condition qu'ils s'avèrent être des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses marchés.

13.2.4 RISTOURNE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA PERIODE

L'opérateur économique indique à l'acte d'engagement une ristourne sur chiffre d'affaires qu'il réalise durant chaque période du marché public.

Cette clause vise à appliquer en fin de chaque période du présent marché public, une ristourne en raison des quantités réalisées au cours de la période concernée.

Elle permet de prendre en compte la réalité des achats effectués auprès du titulaire du marché.

13.2.5 FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRE D'UNE REMISE SUR CATALOGUE

Sur l'annexe financière, le candidat pourra indiquer les remises octroyées pour toutes les références de consommables associées au modèle de générateurs chauffant à air pulsé mis à disposition.

14. AVANCE

Une avance remboursable est accordée aux titulaires des marchés conformément à l'article R2191-3 du code de la Commande Publique, lorsque le montant initial du marché ou la tranche ou le bon de commande est supérieur à 50.000 €.H.T et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 13/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Le soumissionnaire au marché est tenu d'informer le C.H.U. de Nice s'il renonce ou pas au bénéfice de l'avance.

Pour cela, il est obligatoire de remplir en Page 3 de l'imprimé ATTRI1 : « ACTE D'ENGAGEMENT », le point B4 - Engagement du candidat.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R 2191-7 cité ci-dessus.

- Si le délai d'exécution du marché est inférieur ou égal à 12 MOIS le montant de l'avance est fixé entre 5 et 30% du montant initial toutes taxes comprises.
- Si le délai d'exécution du marché est supérieur à 12 MOIS le montant de l'avance est fixé entre 5 et 30 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée n'est ni révisable, ni actualisable.

Dans l'hypothèse ou sur l'acte d'engagement, aucune case ne serait cochée, le C.H.U. de NICE considère que l'opérateur économique renonce à ladite avance.

15. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	
<input checked="" type="radio"/> SANS	Sans objet pour cette consultation.

16. PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

16.1 DELAIS DE REGLEMENT (R2192-II-1°)

Le paiement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture, par virement administratif.

Le financement sera effectué sur fonds propres du Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins en section d'exploitation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 Euros

16.2 PERSONNES DESIGNEES POUR LE REGLEMENT

Ordonnateur :

Le Directeur du Centre Hospitalier D'Antibes Juan-les-Pins

107 avenue de Nice 06606 Antibes Cedex

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 14/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Comptable assignataire du paiement :

Le Trésorier Principal

Trésorerie Municipale et Hospitalière

Le Chorus BP 323

2203, chemin de St Claude

06600 Antibes

Tel : 04 97 15 54 70

16.3 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

16.3.1. FACTURE ELECTRONIQUE

Conformément au décret n°2019-748 du 18 Juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

16.3.2 DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'État « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture.
- La désignation de l'émetteur (d'identité, nom, n° Siret et adresse du fournisseur) et du destinataire de la facture.
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- Le numéro et la date du marché et de chacune de ses modifications, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / MAPA	V3	PAGE : 15/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique.
- Le code d'identification du service en charge du paiement.
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux.
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations, prestations accessoires et travaux réalisés.
- Le % de remise consentie sur le tarif public du candidat le cas échéant.
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire.
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.
- Le montant TTC des fournitures livrées.
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement + mention du RIB + code guichet + code bancaire.
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement.
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service est exigé par le C.H.

Pour chaque livraison, une facture sera transmise par le titulaire et ce dans les 5 jours qui suivent la livraison.

Conformément aux articles R 2191-46 à R 2191-51 du Code de la commande publique, les marchés peuvent être affectés en nantissement ou en cession de créances.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service est exigé par le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins. Il devrait être " AB " (sera confirmé dès le début du marché)

Le Siret à utiliser sera celui du Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins soit le :

N° Siret : 260 600 150 00015

17. RETENUE DE GARANTIE

RETENUE DE GARANTIE	
 SANS RETENUE	SANS OBJET

18. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à la Cellule des Marchés, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / MAPA	V3	PAGE : 16/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

L'acte d'engagement complété ou le certificat de cessibilité complété et signé sera renvoyé au titulaire en exemple unique par lettre recommandée. En cas de perte, il ne sera pas délivré de duplicata.

19. EXECUTION PAR DEFAULT

- Le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire :
- soit en cas d'inexécution de ce dernier d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir aucun retard, ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet.
- soit en cas de résiliation du marché public prononcé aux torts du titulaire, conformément à l'article 36.1 du CCAG-FCS.

En cas de différence de prix au détriment du Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins, l'augmentation des dépenses sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier paiement suivant effectué à son profit (article 36 du C.C.A.G.).

20. RESILIATION

La résiliation sera envisagée dans le cas de carence répétée (cf. article 19) mais également en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles.

Le C.H.U. de NICE, Établissement support du G.H.T 06 pourra résilier le marché sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter des observations, dans un délai de 15 jours.

21. REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au C.H.U de NICE en tant qu'établissement support du GHT.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

- En cas de redressement judiciaire, la Cellule des marchés adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public dans les conditions de l'article L622-13 du code de commerce.
En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.
- En cas de liquidation judiciaire, la Cellule des marchés adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public dans les conditions de l'article L641-10 du code de commerce.
En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement et n'ouvre aucun droit pour le titulaire à indemnité.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 17/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

22. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

22.1 MODIFICATIONS DES DONNEES ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai aux différents établissements du GHT les modifications survenant au cours de l'exécution du marché (personnes ayant pouvoir d'engager la société, raison sociale, forme de l'entreprise, adresse, renseignements concernant un sous-traitant, compte de règlement bancaire, de façon générale toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché) et faire parvenir le cas échéant à la Cellule des Marchés, un extrait K-bis du registre du commerce, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et juridiques et un RIB .

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

22.2 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement conformément au C.C.A.G.

22.3 DISCRETION DES DONNEES PERSONNELLES

Par dérogation à l'article 5.2 du C.C.A.G. FCS, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 Avril 2016 applicable à compter du 25 Mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

22.4 ASSURANCES

Le titulaire du marché doit pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie d'assurance garantissant sa responsabilité civile pour tous dommages de toute nature causée à un tiers du fait d'accident dû à un matériel défectueux ou à un évènement engageant sa responsabilité après réception.

23. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 18/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure.

Si à la suite d'une modification de la réglementation, d'une décision administrative ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire s'avérerait nécessaire, que ce soit sur le plan technique ou financier, il s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

Le C.H.U de NICE pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas de refus du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation.

24. REGLEMENT DES LITIGES

24.1 INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de NICE.

Il est à ce titre désigné comme l'instance chargée des procédures de recours ainsi que comme le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

(Voir Annexe n° 4 du RC).

24.2 INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

- Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- Un référé contractuel peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- Un référé suspension, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut-être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion de marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L 521-1 du code de justice administrative).
- Un recours pour excès de pouvoir peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité de contrat peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché.

25. COALITIONS – ENTENTES – POURSUITES

Il est rappelé aux opérateurs économiques que toute coalition, toute entente illicite, toute manœuvre ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à la sincérité des enchères, seront poursuivies conformément à l'article L 420-1 du Code de Commerce, sans préjudice de l'exclusion des délinquants de toutes les consultations à venir.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 19/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

26. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

NATURE DE LA DEROGATION	ARTICLES DU PRESENT CCP	ARTICLES DU CCAG AUXQUELS IL EST DEROGE
EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	ARTICLE 5	ARTICLE 29
DOCUMENTS CONTRACTUELS	ARTICLE 7	ARTICLE 4
CONDITIONS DE LIVRAISON- EMBALLAGES	ARTICLE 9	ARTICLE 19.2
DUREE DE GARANTIE	ARTICLE 13.2	ARTICLE 28.1
DISCRETION DES DONNEES PERSONNELLES	ARTICLE 22.3	ARTICLE 5.2

B – CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

27. BESOINS TECHNIQUES

Fourniture de consommables avec mise à disposition de 16 générateurs chauffant à air pulsé, maintenance en contrat tous risques sur site par le technicien du titulaire incluse pendant toute la durée du marché (incluant la fourniture et le changement des kits de maintenance : filtres...)

Ces équipements viendront en remplacement de générateurs chauffant à air pulsé de marque « 3M », modèle « Bair Hugger 775 ».

Ce qui implique :

- Fourniture, transport, livraison et installation du matériel demandé et décrit dans le présent CCTP (avec tous les accessoires, périphériques, systèmes informatiques hard et soft) de façon à obtenir les résultats demandés au présent CCTP,
- Mise en service des équipements proposés après réalisation des essais nécessaires,
- Fourniture des consommables demandés,
- Formation des personnels utilisateurs et techniques,
- Remise en état de toutes les détériorations causées lors de la mise en place et du montage des matériels, ainsi que les opérations de manutention,
- Assistance aux médecins et personnels attachés aux différents services utilisateurs des équipements,
- maintenance en contrat tous risques sur site par le technicien du titulaire incluse pendant toute la durée du marché (incluant la fourniture et le changement des kits de maintenance : filtres...).

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 20/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

28. CONFORMITE A LA LEGISLATION EN VIGUEUR

28.1 MARQUAGE CE

Dans le cadre de la libre circulation sur le marché européen, la directive 93/42/CEE impose le marquage « CE » comme condition indispensable à la mise sur le marché d'un dispositif médical. Cette directive a été transposée en droit français par le décret 95-292 du 16 mars 1995.

Tous les équipements proposés par le candidat devront donc respecter ces réglementations. A cet effet, il joindra à son offre, pour chaque dispositif médical concerné, la déclaration « CE » de conformité ou l'attestation d'examen « CE » de type avec la limite de validité. Il précisera également la classe de chaque équipement. (I, IIa, IIb ou III).

28.2 NORMES ET REGLEMENTATIONS

Les matériels proposés respecteront toutes les normes et les réglementations en vigueur sur les dispositifs médicaux.

Ils seront également conformes aux normes et aux réglementations qui sont propres à leur type et qui sont en vigueur le jour de la réception définitive.

Les équipements seront conformes aux règles définies par le code du travail (sécurité machine, sécurité électrique, protection contre les rayonnements ionisants...).

Ils porteront le nom ou le label du constructeur et devront répondre à tous les règlements en vigueur concernant la protection des malades et des personnels utilisateurs et tiers.

Enfin, les matériels proposés devront être d'origine européenne ou d'un constructeur étranger ayant une structure technique et commerciale implantée en France comprenant en particulier tous les stocks de pièces détachées nécessaires au fonctionnement des matériels proposés.

D'une manière générale, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour que l'installation soit conforme à toute la réglementation en vigueur (radioprotection, sécurité électrique, hygiène ...).

29. DOCUMENTATIONS A FOURNIR

Il sera fourni les documents suivants pour chacun des matériels proposés avec leur mise à jour régulière au fur et à mesure des modifications apportées à l'installation (logiciel et matériel) et de l'évolution des pratiques.

29.1 DOCUMENTATION UTILISATEUR

Les documents sous visés devront être fournis en français, en formulaires indépendants, préalablement à toute mise en service du matériel au sein du CH :

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 21/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

MANUEL UTILISATEUR

Il sera fourni le manuel d'utilisation complet en 2 exemplaires avec mention des points suivants notamment :

- fiche synthétique des fonctions de base : notice,
- conditions d'utilisation et contre-indications d'emploi,
- dispositifs de prévention mis en œuvre et risques résiduels,
- risques d'interférences et incompatibilités...

LISTE DES CONSOMMABLES

Il sera fourni la liste des consommables (à usage unique ou non) relatif au matériel (papier, cartouche d'encre, filtres...) et nécessaires à son exploitation. Toutes les instructions afférentes à leur mise en œuvre seront données.

Il sera mentionné les références, prix et remises consenties sur l'annexe financière jointe – rubrique catalogue.

PROTOCOLE DE VERIFICATION : « CHECK LIST »

Le titulaire proposera un protocole utilisateur de vérification des fonctionnalités avant chaque utilisation ou selon une périodicité définie en fonction de l'activité estimée (à préciser). Les vérifications demandées devront correspondre autant que faire se peut au strict nécessaire.

Toutes les précisions seront fournies quant à leurs modalités.

PROTOCOLE D'ENTRETIEN « UTILISATEUR »

La liste des opérations d'entretien incombant à l'utilisateur sera jointe et devra notamment préciser toutes les modalités relatives au matériel (ex : pour un moteur chirurgical : lubrification...) et aux consommables et accessoires afférents.

Toutes les précisions seront fournies quant à leurs modalités.

PROTOCOLE DE NETTOYAGE / DESINFECTION / STERILISATION

Les procédures de nettoyage / désinfection / stérilisation des matériels devront être fournies en français et en 2 exemplaires, préalablement à toute mise en service du matériel au sein du CH.

Pour ces différents protocoles, il sera précisé :

- périodicité,
- durée,
- modalités (produits compatibles, temps de contact, sous-ensembles du dispositif concernés, méthodologie...).

FICHES REGLEMENTAIRES DE SECURITE POUR LES REACTIFS ET PRODUITS

Il sera fourni sous format papier, l'ensemble des fiches de sécurité relatives aux réactifs et produits utilisés mis en œuvre pour chacun des lots et pour l'ensemble des analyses (de base et optionnelles).

29.2 DOCUMENTATION TECHNIQUE

Les documents suivants devront être fournis en français de préférence, en formulaires indépendants, préalablement à toute mise en service du matériel au sein du CH :

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 22/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

MANUEL TECHNIQUE

Il sera fourni le manuel technique complet, comportant :

- plans d'assemblage,
- schémas électroniques,
- listes des codes d'erreur et remèdes...

LISTE DES ACCESSOIRES ET DES PIECES DETACHEES

Il sera fourni toute la liste des accessoires (capteur, cordons...) et des pièces détachées (cartes électroniques, alimentation secteur...) relatives au matériel et nécessaires à son exploitation.

Il sera mentionné les références, prix et remises consenties en annexe de prix à l'acte d'engagement.

PROTOCOLE DE CONTROLE DES PERFORMANCES ET DU NIVEAU DE SECURITE

Le titulaire proposera un protocole technique de contrôle des performances et du niveau de sécurité périodique (à préciser). Les vérifications demandées devront correspondre autant que faire se peut au strict nécessaire.

Toutes les précisions seront fournies quant à leurs modalités.

PROTOCOLE DE MAINTENANCE PREVENTIVE

La liste des opérations de maintenance préventive préconisées sera jointe et devra notamment préciser toutes les modalités relatives au matériel (ex : pour un respirateur : kit de maintenance...) et aux accessoires afférents.

Toutes les précisions seront fournies quant à leurs modalités (périodicité...).

PROTOCOLE DE MISE OU REMISE EN SERVICE

Le titulaire proposera un protocole technique de mise ou remise en service (arrêté du 3 octobre 1995). Les vérifications demandées devront correspondre autant que faire se peut au strict nécessaire.

Toutes les précisions seront fournies quant à leurs modalités.

De tels documents devront permettre d'apprécier la valeur qualitative et quantitative de l'offre. La pertinence de ces éléments sera prise en compte lors de la phase de jugement des offres.

Par ailleurs, le soumissionnaire s'engagera par écrit à assurer la mise à jour de l'ensemble de ces documents au fur et à mesure de la parution des nouvelles versions et/ou des modifications de l'installation, et ce pendant toute la durée de vie du matériel fourni.

30. LOGICIELS INFORMATIQUES

Dans le cas où la proposition intègrerait des logiciels informatiques, le titulaire est tenu de fournir sur supports exploitables (CD rom, DVD rom, Disquette standard...) les logiciels acquis avec les matériels ainsi que les procédures détaillées de chargement, de configuration.

Sont également dues toutes les améliorations et modifications des logiciels de base constants susceptibles d'évoluer durant toute la vie du système et ce, à titre gracieux.

31. EVOLUTIVITE

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 23/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Le candidat indiquera la date de 1^{ère} mise en service des appareils proposés et précisera les évolutions proposées à ce jour.

Il mentionnera celles prévues et à quel terme (typiquement 3 ans) aussi bien en ce qui concerne le matériel que le logiciel dans l'annexe correspondante.

32. PRESENTATION DES OFFRES

Il sera prévu **impérativement** un essai et une évaluation du matériel au sein du CH. La planification de cette évaluation se fera à l'initiative du candidat et d'un commun accord avec le CH, dès que les offres sont jugées conformes. Le candidat devra solliciter un rdv par mail à eco@ch-antibes.fr avec copie à christophe.perry@ch-antibes.fr

En tout état de cause, la dite démonstration devra se faire avant le 30/04/2020 .

Si pour des raisons pratiques, la configuration de l'installation présentée est différente de celle proposée dans le cadre de la présente consultation, le candidat le signalera par écrit à l'Ingénieur Biomédical, de façon explicite (nature des différences et conséquences sur les performances).

De préférence, la démonstration aura lieu dans les locaux mis à la disposition du candidat par le CH et devra permettre d'évaluer correctement les qualités du matériel.

La mise en prêt de matériels fera obligatoirement l'objet d'une autorisation préalable délivrée par l'Ingénieur Biomédical ou son représentant.

Le candidat est invité à donner une liste de références, relative à chacun des dispositifs médicaux proposés. Figureront obligatoirement : le nom du Chef de Service, l'Ingénieur Biomédical ou de la personne à contacter, et leurs coordonnées, ainsi que la date d'installation des équipements.

De plus, un descriptif détaillé rédigé en Français des caractéristiques techniques des équipements proposés (offre de base, variantes et options), sera fourni au même titre que les documentations commerciales afférentes.

33. LIVRAISON

Le candidat précisera le **délai de livraison ferme et contractuel des matériels** à dater de la notification du marché ainsi que le **délai d'installation (livré et opérationnel)**.

Le candidat doit s'assurer que le cheminement du matériel, dans son emballage, est possible jusqu'au lieu d'installation. Le cas échéant, il précisera de manière très précise les conditions auxquelles devront répondre les accès et les locaux dans lesquels seront installés les matériels.

34. CONDITIONS DE LA RECEPTION

La réception est différente de la livraison et de l'installation / mise en service.

34.1 VERIFICATIONS DE LA LIVRAISON

Celles-ci concernent les points suivants :

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 24/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

- Matériels ayant fait l'objet du marché et nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble de l'installation,
- Documents demandés dans le présent CCTP (documentation...).

Et se feront en présence d'un représentant du service biomédical.

34.2 INSTALLATION ET MISE EN SERVICE

La date de l'installation sera fixée d'un commun accord entre le CH et de titulaire du marché.

En ce qui concerne le délai d'installation, le candidat détaillera quelle est la durée totale de l'installation des matériels, incluant toutes les opérations connexes telles que démontage des anciens matériels, travaux complémentaires éventuellement (électrique, génie civil...), montage des nouveaux matériels jusqu'à obtention d'une configuration 100% fonctionnelle et opérationnelle.

Il est rappelé au candidat que l'installation se fait dans un service :

- en état d'activité permanente :
 - les prestations prévues dans le présent CCTP devront entraîner un minimum de perturbations dans le fonctionnement du service et devront durer le moins longtemps possible,
 - l'offre comportera un planning détaillé des interventions et le phasage.
- Très sensible :
 - Les règles d'hygiène, d'accès et de discrétion devront impérativement être respectées. Aucune perturbation du service ne sera tolérée,
 - Des dispositifs permettant d'accéder au plateau technique dans le respect de ces règles devront être mis en place (arrivée du matériel, évacuation des emballages et des anciens matériels...).

Il convient également de souligner que la mise en service suit immédiatement l'installation avec ses impératifs de formation sur site de l'ensemble du personnel (routine et garde), de manière à utiliser immédiatement et dans les meilleures conditions les nouveaux équipements.

Les frais d'installation et de mise en service ainsi que les frais de port devront être inclus dans la proposition de prix, et tout équipement nécessaire au fonctionnement normal, non prévu au devis, restera à la charge du fournisseur.

34.3 RECEPTION

La réception technique correspond à la vérification de la conformité de la livraison du matériel conformément aux prescriptions du présent CCP.

Les critères techniques décrits dans le descriptif technique par le fournisseur doivent être en conformité avec l'installation ainsi que toute non-conformité d'ordre général. Dans le cas contraire, la mise à niveau sera à la charge du fournisseur.

Elle est également complétée par l'agrément des utilisateurs.

Si les essais révèlent que tout ou partie de la fourniture ne correspond pas aux spécifications du marché ou n'est pas d'un fonctionnement satisfaisant, il sera fait application de l'article correspondant du CCAP.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 25/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

La réception définitive donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception de type check list avec validation de la part des divers intervenants, après levée des éventuelles réserves.

34.4 DEFINITION DES BESOINS A SATISFAIRE

34.4.1. EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION

Les affectations prévisionnelles des équipements mis à disposition sont les suivantes :

- Bloc opératoire central :
 - équipement des salles d'opérations n°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 en poste fixe,
 - pool de 6 générateurs en salle de surveillance post-interventionnelle (ratio de 1 pour 2 lits),
 - chirurgie ambulatoire : 1 équipement.
- Réanimation : 1 équipement pour 10 lits
- Salle d'électrophysiologie : 1 équipement

Le CH demande la mise à disposition d'un parc de 16 générateurs chauffant à air pulsé présentant les principales caractéristiques et niveau de performance suivants :

- Performances optimales de réchauffement du patient avec choix, si possible, de plusieurs températures de consigne et rapidité d'obtention de celle-ci,
- Sécurité (alarmes et sécurités hardware et software...),
- Intégration d'une filtration performante de l'air pulsé,
- Ergonomie et simplicité d'utilisation (commandes, affichage des informations, mise en place des couvertures, tuyau de raccordement...),
- Niveau sonore contenu à la vitesse de soufflage la plus élevée,
- Compacité du générateur,
- Gamme étendue de consommables associés (couverture, matelas, casaque) et de diverses tailles,
- Fiabilité de l'équipement,
- Chaque réchauffeur sera livré sur un pied roulant mobile adapté qui devra être compact, maniable et disposer d'un système d'accroche adapté (pince...) pour le tuyau. D'une manière générale, il sera livré avec tous les accessoires nécessaires à son utilisation et à la sécurité des patients.

Le candidat s'attachera à justifier l'adéquation entre les caractéristiques exigées ainsi que les besoins exprimés par le présent C.C.T.P, et les solutions techniques retenues et mises en œuvre dans son matériel.

Pour cela, il pourra joindre à sa proposition tous les cahiers de références et/ou rapports d'évaluation des appareils, de manière à pouvoir juger de leurs qualités.

34.4.2. CONDITIONS DE LA MAINTENANCE ASSOCIEE A LA MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS

Pendant toute la durée du présent marché, la maintenance en contrat tous risques (toutes pièces détachées, main d'œuvre et déplacements inclus) sur site par le technicien du titulaire devra être incluse.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / MAPA	V3	PAGE : 26/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Par ailleurs, il est rappelé que sera également prévue la fourniture et le changement des kits de maintenance : filtres... selon la périodicité exigée par le fabricant.

34.4.3 CONSOMMABLES PERMETTANT D'OBTENIR LA MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS

34.4.3.1 QUANTITATIF ANNUEL CIBLE

La quantité cible annuelle de consommables est estimée à 2 500 et se répartit à titre indicatif comme suit :

BESOINS EXPRIMES	QUANTITE ANNUELLE CIBLE
Couvertures « haut du corps » pour adulte Technologie « air pulsé »	1000
Couvertures « bas du corps pour adulte Technologie « air pulsé »	350
Couvertures « corps entier » pour adulte. Technologie « air pulsé »	1000
Matelas chauffant corps entier pour adulte. Technologie « air pulsé »	150

Il est rappelé que les références de consommables proposées devront impérativement être 100% compatibles avec le modèle de générateur chauffant à air pulsé mis à disposition.

34.4.3.2 REMARQUES / POINTS IMPORTANTS

Cette activité se répartit uniformément sur l'année.

Les consommables doivent être livrés franco de port.

Le candidat devra notamment préciser pour chaque consommable proposé les informations suivantes :

- Désignation commerciale,
- Référence commerciale,
- Caractéristiques techniques,
- Conditionnement,
- A usage unique ou réutilisable (préciser dans ce cas les modalités d'utilisation),
- Prix tarif / remise consentie / prix remis HT et TTC,
- délais de livraison afférents...

Le fournisseur détaillera et proposera obligatoirement des remises sur catalogue pour l'ensemble des consommables adaptés et spécifiques à son équipement et tout particulièrement pour les casques qui seront susceptibles d'être commandés.

MP 03/20	INF: P/PROCEDURE MARCHE / MAPA	V3	PAGE : 27/27
C.C.P. : MAPA AC FOURNITURES			
DATE D'APPLICATION : MARS 2020			

Par ailleurs, il veillera à ce que tous les éléments techniques permettant l'appréciation de l'ensemble des caractéristiques demandées soient fournis : fiche technique, échantillon, attestation de marquage CE...

34.4.3.3 FORMATION DES PERSONNELS UTILISATEURS

Le candidat s'engage à prendre totalement en charge la formation nécessaire à la parfaite utilisation du matériel.

34.4.3.4 FORMATION INITIALE

Le fournisseur assurera la formation des utilisateurs des services utilisateurs sur site lors de l'installation de ses équipements. Le contenu et la durée des formations devront être adaptées aux besoins du site et permettre notamment aux utilisateurs, compte tenu des conditions particulières d'utilisation prévues, et conformément aux indications fournies dans la notice d'instruction, d'utiliser les dispositifs selon les modalités fixées par le constructeur (utilisation, entretien, conditions de stockage...).

34.4.3.5 FORMATION COMPLEMENTAIRE

Par ailleurs, si une remise à niveau régulière et ponctuelle des utilisateurs est nécessaire pour permettre l'optimisation de l'exploitation du matériel pendant toute sa durée de fonctionnement, celle-ci sera prévue et comprise dans l'offre de base.